



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Des "journées d'actions"



N°87 - Mai 2009 - 2 Euros



Jusqu'aux vacances ?

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Europe Sociale ou Etats-Unis Socialistes d'Europe ?

La crise actuelle du capitalisme entraîne d'importantes réactions des masses, notamment en Europe. A travers le continent, les mobilisations des jeunes et des travailleurs se multiplient, se radicalisent et se massifient. En France, en Grèce, en Irlande, en Italie ou encore au Portugal des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs manifestent, font grève et occupent leurs usines contre les licenciements, réclament des augmentations de salaire, tout cela pour défier leurs gouvernements respectifs. De l'aveu même de dirigeants politiques, ces mobilisations massives risquent de s'étendre à d'autres pays encore, notamment à l'Allemagne. En refusant de payer la crise des capitalistes, les travailleurs passent à l'offensive. Mais si de la part du mouvement ouvrier cette offensive reflète une progression notable de la conscience de ses intérêts classe, elle se heurte également à un manque cruel de perspective politique. C'est ce que Trotsky avait synthétisé dans l'introduction du programme de transition par cette formule : « *La situation politique mondiale se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* ».

Sous l'effet conjugué de la crise et de l'offensive du mouvement ouvrier, la gauche institutionnelle et radicale connaît un important processus de réorganisation. La transformation des partis sociaux-démocrates en partis bourgeois ainsi que l'effondrement ou la « social-démocratisation » de la quasi-totalité des partis communistes de type stalinien ont provoqué une grande désorientation parmi la classe ouvrière et ouvert un vaste espace politique. Plusieurs projets politiques, dont certains existant déjà depuis plusieurs années, sont en train de prendre forme et d'acquiescer une certaine importance. A l'approche des élections européennes, on voit émerger essentiellement deux types de projets, qui se rejoignent d'ailleurs en de nombreux points et qui visent à occuper cet espace : les partis de front populaire et les partis anticapitalistes. Mais qu'est-

ce que les travailleurs ont à espérer de ces projets ?

Partis de front populaire...

En Allemagne et en France, deux partis ont vu le jour récemment ; respectivement: *Die Linke* (la Gauche, en Allemand) et le *Parti de Gauche*. Ce sont des partis réformistes, au sens classique du terme.



Die Linke, fondé en premier, regroupe une rupture du SPD ⁽¹⁾ emmenée par Oskar Lafontaine (ancien ministre du gouvernement G. Schröder), le WASG ⁽²⁾, et le PDS ⁽⁴⁾. Depuis sa création, ce parti a connu d'importants succès électoraux aux niveaux régional et fédéral. Cependant, à plusieurs reprises, ses dirigeants ont exprimé publiquement qu'ils n'excluaient pas de faire partie d'un gouvernement de coalition avec le SPD et les Verts ; ce qu'ils font déjà à échelle locale, comme par exemple à Berlin. Dans son programme pour les élections européennes, *Die Linke* se prononce pour une « Europe sociale et écologique et démocratique ».

En France, le Parti de Gauche (PG) s'est formé au début de l'année 2009, sur le même modèle que *Die Linke*, suite à une rupture du PS, après le dernier congrès de ce parti en octobre 2008. Le PG est également composé par des syndicalistes ainsi que par d'autres secteurs de la gauche réformiste. Dans le cadre des élections européennes, le PG a scellé un accord avec le PC, et a depuis été rejoint par un secteur de l'ex-LCR emmené par Christian

Picquet, pour présenter des listes communes sous le nom de Front de Gauche.

Quelles sont les propositions de ce front électoral ? Le Front de Gauche défend, entre autres choses, « une alternative sociale, démocratique et écologique » au capitalisme, se prononce pour « le partage des richesses », ou encore pour « la démocratie jusqu'au bout ». En clair, il ne s'agit donc pas de remettre en cause les institutions capitalistes de l'Union Européenne (UE) ou la propriété privée des moyens de production. Si le Front de Gauche rappelle son soutien au non lors du référendum européen, il propose simplement de rendre l'UE plus démocratique grâce aux élections. Plus explicitement encore, le PG affirme que "la souveraineté populaire, la démocratie, la République jusqu'au bout est la méthode stratégique". Dans la même logique, un des principaux

dirigeants du Parti de Gauche, J.-L. Mélenchon, a affirmé, dans des déclarations récentes, qu'il serait prêt à participer à un gouvernement de front populaire. L'affaire est entendue, l'objectif du Front de Gauche est électoral.

...partis anticapitalistes...

L'autre projet politique en vogue actuellement est celui des partis anticapitalistes larges. Le « secrétariat unifié de la quatrième internationale » ⁽⁵⁾ a joué un rôle central dans la création de ce type de regroupement politique. Ces partis ont pour caractéristique générale de se former sur le reniement quasi absolu des acquis historiques du marxisme révolutionnaire en général, et du trotskisme en particulier ⁽⁶⁾. Pour ces organisations, la perspective du socialisme n'est plus qu'une perspective lointaine et non définie. Ce positionnement politique s'est naturellement traduit par l'abandon formel et définitif, en 2003, de la référence à la dictature du prolétariat comme phase transitoire de prise du pouvoir par la classe ouvrière pour instaurer le socialisme, ainsi que par l'abandon du fonctionnement du parti sur la base du centralisme dé-

mocratique. Il ne s'agit pas là d'une simple discussion idéologique, mais bien d'une orientation stratégique sur la nature du projet politique et les moyens d'y parvenir.

En France, ce projet est porté par le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) qui déclare, dans ses principes fondateurs, combattre « pour un socialisme du 21^{ème} siècle, démocratique, écologique et féministe ». Toutefois, en raison de l'histoire du mouvement ouvrier en France, et de la réalité de la lutte des classes dans ce pays, la LCR n'a « pu » se transformer en NPA qu'en 2009. Par ailleurs, le nouveau projet du NPA pourrait être mis à mal par les dissensions internes, notamment entre « anciennes » et « nouvelles » générations, étant donné qu'un bon nombre de ces dernières ont rejoint l'ex-LCR sur la base de l'appel à voter Chirac au deuxième tour des élections présidentielles de 2002, ou l'actuel NPA sur la base du « charisme » de O. Besancenot.

A échelle continentale, le Bloc de Gauche (BG) portugais, dont le PSR (ancienne section portugaise du secrétariat unifié) est un des principaux secteurs, représente sans doute l'exemple le plus abouti de parti anticapitaliste en Europe. L'exemple portugais permet de voir plus exactement en quoi consiste ce projet politique.

A l'échelle nationale, ce regroupement politique s'est fixé comme objectif central, lors de sa dernière convention nationale, d'empêcher le parti socialiste, actuellement au pouvoir, d'obtenir la majorité absolue aux prochaines élections législatives. Il se place donc clairement sur un terrain institutionnel et électoraliste, sans proposer de perspective politique de renversement du système capitaliste aux jeunes et aux travailleurs.

Face à la crise et à son cortège de licenciements, le BG se limite à demander, et encore de manière formelle, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits. Non seulement cette mesure est insuffisante, même d'un point de vue purement réformiste, face à l'ampleur de la crise, mais en plus elle pose plusieurs problèmes : faut-il donc accepter les licenciements pour les entreprises qui ne font pas de profits ? Et comment savoir qu'une entreprise fait des profits si ce sont les actionnaires et les patrons qui contrôlent les livres de comptes ? Regardons maintenant quelques unes des propositions faites par le BG à propos

de l'Europe. Dans la motion approuvée lors de sa dernière convention nationale, en février 2009, cette organisation politique affirme que : « la crise met l'Union Européenne face à un défi auquel ses leaders n'ont pas de réponse » ; et ensuite : « ou l'Europe se refonde sur une base démocratique et de droits sociaux ou elle poursuit son autoritarisme et continue d'imposer des sacrifices toujours aux mêmes ».

Cette affirmation reprend la vieille utopie réactionnaire selon laquelle il serait possible de réformer le capitalisme et ses institutions. Un peu plus loin dans la motion, le BG affirme : « pour faire un contrepoids aux Etats-Unis, il faut une Union Européenne refondée ». L'Union Européenne, alliance des impérialismes et des bourgeoisies européennes contre les travailleurs du continent, pourrait donc servir à faire un contrepoids à l'impérialisme américain ! Cette position est cohérente si l'on considère que le BG voit dans la Chine le centre de la recomposition du capitalisme, et dans le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ainsi que dans la Russie des nouveaux « pôles » du capitalisme mondial. Une conception qui est en totale contradiction avec la définition de l'impérialisme telle qu'elle a été énoncée par Lénine. La motion de synthèse de la convention affirme finalement que « *Combattre l'offensive de la globalisation [libérale] au nom de la globalisation démocratique, c'est le défi qui détermine le futur de la gauche* ». Cette formule synthétise très clairement le reniement de la perspective du socialisme.

... ou parti révolutionnaire pour le socialisme ?

L'analyse des programmes des partis de front populaire et des partis anticapitalistes font ressortir que ces projets politiques sont essentiellement motivés par des objectifs électoraux, qui ne remettent en cause ni les institutions existantes ni le système capitaliste et qui, encore moins, ne proposent un renversement du capitalisme. Si « radical » que soit leur discours, et si importants que soient leurs résultats électoraux, ces projets politiques ne cherchent pas à résoudre la crise de direction révolutionnaire du prolétariat. Non seulement ces projets politiques ne sont pas utiles pour les travailleurs, mais ils constituent un obstacle sur la voie de la construction d'une alternative politique pour le socialisme.

Depuis les années 1930, les gouvernements de front-populaire ont été utilisés à plusieurs reprises par le stalinisme, la social-démocratie ou la bourgeoisie pour contenir les montées révolutionnaires et les enfermer dans des processus électoraux et institutionnels, avec les conséquences que l'on connaît. Les partis anticapitalistes, quant à eux, sous un verbiage plus jeune et radical, correspondent à un projet néo-réformiste qui n'a pas les mêmes liens historiques que le réformisme traditionnel avec le mouvement ouvrier.

La crise structurelle du capitalisme confirme une autre des affirmations du programme de transition : "Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître". Il n'y a donc aucune place pour un projet réformiste ou néo-réformiste. A l'Europe sociale, nous opposons les Etats-Unis Socialistes d'Europe. C'est pourquoi nous nous battons pour la construction d'un parti internationaliste, qui œuvre pour la mobilisation permanente de la classe ouvrière. Dans le contexte actuel, un tel parti devrait se battre au minimum pour l'unification des luttes des travailleurs et des jeunes à l'échelle du continent, et ne pas se soucier des échéances électorales. L'objectif d'un tel parti serait de se battre pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme, c'est-à-dire un système cherchant à satisfaire les besoins sociaux et vitaux de l'humanité, sur la base de la collectivisation des moyens de production et d'échange. Un tel parti devrait lutter pour la prise du pouvoir, c'est-à-dire pour l'instauration d'un gouvernement des travailleurs, par et pour les travailleurs. Le GSI combat pour contribuer à construire un tel outil.

Mathieu

(1) Le SPD (parti social démocrate allemand) fait actuellement partie de la coalition gouvernementale avec la CDU, parti traditionnel de la bourgeoisie en Allemagne.

(2) Le WASG (alternative électorale travail et justice sociale) regroupait des militants en rupture avec le SPD ainsi que des syndicalistes opposés à la ligne de la direction de la DGB⁽³⁾

(3) La DGB (confédération des syndicats allemands) est la principale centrale syndicale allemande. Elle regroupe près de 9 millions de travailleurs. Elle est historiquement contrôlée par le SPD

(4) Le PDS est l'ancien parti communiste est-allemand, dont le principal dirigeant est O. Gysi

(5) Le Secrétariat Unifié est le regroupement international dont la LCR faisait partie avant sa dissolution pour fonder le NPA

(6) Sur les reniements de la LCR voir les numéros précédents de l'Internationaliste